

Ludivine Bantigny répond ici au [texte de Philippe Marlière](#) sur la victoire de Benoît Hamon aux primaires de la « belle alliance populaire », que nous avons publié il y a quelques semaines.

Précisons que, pas plus que le précédent, ce texte n'expose une quelconque position officielle - qui n'existe pas - de la rédaction de Contretemps à propos du 1er tour de l'élection présidentielle française. Mais il permet d'approfondir la discussion relative à la (re)construction d'une perspective politique anticapitaliste en France, discussion qui doit s'ouvrir largement dans les semaines et mois à venir - quelle que soit l'issue de cette élection.

*Ludivine Bantigny est maître de conférences en histoire contemporaine, auteure notamment de *La France à l'heure du monde* (Seuil, 2013) et de *De grands soirs en petits matins. L'événement 1968* (Seuil, à paraître).*

Les arguments de Philippe Marlière ne sauraient être écartés d'un revers de main : ils comptent. Dans le désarroi politique actuel, une crise sans fin et le sentiment de la catastrophe qui vient, on comprend celles et ceux qui cherchent des solutions, conscient.e.s que cette époque historique ne nous donne pas droit à la passivité. Simplement, la boussole avec laquelle s'oriente ici Philippe Marlière apparaît dérégulée, justement par une situation telle que les repères politiques peuvent fléchir ou s'affaisser. Il faut dire aussi que le texte de Philippe a été écrit il y a quelque temps de cela : la chose a son importance car le contexte de son écriture semble avoir été d'ores et déjà balayé. Philippe l'a rédigé peu après la victoire de Benoît Hamon à la primaire de la mal nommée « Belle alliance populaire » - en fait la primaire du PS, qui n'était pas « la primaire de la gauche » comme l'ont pourtant appelée et serinée presque tous les médias. Indéniablement, une dynamique semblait se dessiner. Le recul de quelques semaines peut paraître faciliter la tâche, à l'heure où l'on sait désormais que la campagne de Benoît Hamon n'a pas, globalement, emporté la conviction. Mais là n'est pourtant pas l'essentiel. Si les espoirs placés par certaines et certains dans le candidat du PS se sont pour partie effondrés, c'est là un signe, parmi d'autres, du rejet massif, écrasant et convaincu à l'égard de tout ce que représente le PS. Comment ne pas le voir et comment encore une fois lui emboîter le pas ? La question se pose bien au-delà des élections.

Face à l'immense danger que représentent le projet xénophobe et autoritaire de Le Pen, la réaction sur toute la ligne de Fillon et le programme néolibéral à la sauce jeune loup de Macron, des militantes et militants de toujours à l'engagement sincère et déterminé comme l'est Philippe Marlière se tournent une fois encore vers le Parti socialiste. Au point d'effacer déjà la campagne résolue du « Je ne voterai plus jamais PS », au premier obstacle venu. Assurément, Benoît Hamon s'est démarqué comme un « frondeur » ; il ferraille contre l'ultralibéral Macron comme il a dû stigmatiser le comportement honteux mais si peu surprenant de son ancien camarade Valls, dans lequel il a vu une trahison. Est-ce suffisant pour se rabattre sur une candidature du PS, même d'un PS un peu plus à gauche et lui-même en état d'implosion ? Pour rogner toutes nos espérances et nos projets, au profit d'une candidature étriquée ? Pour perdre de vue le rôle qu'a joué Hamon lui-même dans la politique que nous avons dû combattre depuis des années ?

Que l'on en vienne à se poser de telles questions montre décidément l'effet des élections, comme si tout à coup tout était oublié. Comme si des candidats pourtant responsables de ce contre quoi nous luttons parvenaient à se refaire, par leur grâce, une virginité. Comme si

la roue tournait, imperturbable : la roue des illusions puis des immenses déceptions. Elle avait déjà fonctionné avec Hollande, ses diatribes sur la finance et son slogan du « changement ». On ne l'a pas vu mais, à la place, on a eu droit au pire, pas même imaginé par celles et ceux qui n'entendaient pourtant pas s'y laisser prendre : de nouveaux morts sous les coups des « forces de l'ordre », de Rémi Fraisse à Adama Traoré, des syndicalistes condamnés en justice pour avoir défendu leur emploi, des policiers se déchaînant sur des manifestants, des contre-réformes attaquant en profondeur les acquis sociaux, l'état d'urgence, la baisse des dépenses publiques et sociales à hauteur de 50 milliards, l'obsession du « coût du travail », la stagnation voire la diminution des salaires et des pensions, les mises en cause du Code du travail dès 2013 avec l'Accord National Interprofessionnel (ANI) puis bien sûr la loi El-Khomri, les attaques aux droits des chômeurs et au régime des intermittents, tandis que les employeurs étaient érigés en héros de notre temps pour qui se multiplient les cadeaux : pacte de responsabilité et crédit d'impôt (40 milliards). En bref, une politique menée au profit du capital, politique pas même « sociale-libérale » tant le « social » en est absent. Le tout a été, comme souvent dans le vocabulaire passe-partout du PS et de l'ex-UMP, présenté comme le « courage » et la « nécessité », selon les éléments de langage employés d'abondance désormais : une façon de distordre les mots au point de les dépraver.

Une contre-révolution

Or, Benoît Hamon a été ministre durant plus de deux ans dans les gouvernements Ayrault et Valls. Il en a épousé les grandes lignes. Il a gardé le silence à la mort de Rémi Fraisse. Il a laissé harceler toutes celles et ceux qui, par milliers à Notre-Dame-des-Landes, refusent des projets aberrants et entendent bien montrer que l'on peut vivre autrement. Il a participé à la politique économique d'austérité qui n'a cessé de favoriser les plus riches. Il a accepté le passage à 43 ans de la durée de cotisation pour les départs en retraite à taux plein. Et dans les domaines plus précis qui l'occupaient, sa politique n'a pas différé de la ligne générale. Comment pourrait-il en être autrement ?

À compter du 16 mai 2012, il officie d'abord sous la houlette de Pierre Moscovici, le ministre de l'Économie et des Finances. C'est ce même Moscovici qui, peu de temps après sa nomination, a vanté la « révolution copernicienne » que représente pour le PS le ralliement à la « baisse du coût du travail » : c'est indéniable, depuis Jaurès, la « révolution » en question a bel et bien changé de nom ; elle ressemble même bien davantage à une contre-révolution.

Voilà donc Benoît Hamon placé sous l'aile de Moscovici, ancien vice-président du Cercle de l'Industrie, un lobby qui réunit les PDG des grands groupes industriels français ; le même qui déclare aussi, dès son arrivée à Bercy, que « la culture de l'entreprise n'est ni de droite ni de gauche ». L'entreprise devient donc une valeur majeure et Benoît Hamon comme les autres au gouvernement s'en fait le héraut : il ne s'agit plus de défendre d'abord les salariés, mais d'évoquer « l'entreprise » comme une entité sans opposition sociale, sans luttes, faite imaginativement d'harmonie, sans considération de l'exploitation. François Hollande envisage même que les « valeurs » de l'entreprise soient transmises dans les écoles, les collèges et les lycées. La compétition se fait maître mot. À propos de Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, le journal *L'Opinion* salue sa « conversion au libéralisme » (17 décembre 2013) quand il défend une plus grande concurrence dans un certain nombre de secteurs. À partir d'avril

2014 et pour quelques mois, il devient ministre de l'Éducation nationale. Il reste peu de temps à ce poste mais en trouve néanmoins assez pour enterrer les ABCD de l'égalité sur la lutte contre les stéréotypes de genre, attaqués par les réactionnaires contempteurs de la prétendue « théorie du genre » qui causerait la décadence cataclysmique de la civilisation...

Des frondeurs disciplinés

Sa sortie du gouvernement en septembre 2014 vaudrait-elle absolution ? Signerait-elle un revirement à 180 degrés après une politique libérale et d'austérité ? En réalité, c'est Manuel Valls, comme chef du gouvernement, et François Hollande qui l'ont évincé : Hamon n'a donc pas démissionné, comme beaucoup le disent en l'érigeant en opposant. C'est une nuance, mais elle n'est pas la plus importante. Le soir même du remaniement, Benoît Hamon annonce qu'il ne va « pas passer dans l'opposition et combattre le gouvernement ». Et de fait... les « frondeurs » n'ont « frondé » qu'épisodiquement. Elles et ils ont voté l'état d'urgence puis, comme Benoît Hamon, ont parfois choisi ne pas se rendre à l'Assemblée au moment des votes sur sa reconduction en février, juin et décembre 2016, au lieu de s'y opposer. Tout au contraire, les actuels porte-parole de Benoît Hamon, Alexis Bachelay et Régis Juanico, « frondeurs » supposés eux aussi, ont voté pour, jusqu'à l'abstention du premier en décembre et l'absence du second au même moment – qui a préféré « sécher ».

La liste serait longue de toutes les mesures en faveur desquelles les « frondeurs » ont voté : par exemple, la loi qui autorise la concurrence parmi les compagnies de cars pour faire pièce à la SNCF. Benoît Hamon vitupère aujourd'hui l'usage du 49-3 ; il n'a pas à ce moment-là voté la motion de censure pour autant et n'a donc pas ébranlé le gouvernement. Son argument était que, le cas échéant, le pouvoir serait revenu à LR – « la droite », comme si cette politique gouvernementale ne l'était pas elle aussi, de droite. Pourtant, même d'un point de vue constitutionnel, une telle hypothèse était erronée et Benoît Hamon le savait : une motion de censure majoritaire n'entraîne pas la dissolution de l'Assemblée ; le Président de la République doit simplement former un autre gouvernement en s'appuyant sur sa majorité. Bref, c'était une manière de se dérober. Et si maintenant, le candidat du PS se dit opposé à la loi El-Khomri, on ne l'a pas vu dans les manifestations qui la combattaient. On ne l'a pas vu protester haut et fort contre la violence policière à laquelle nous avons alors été confronté.e.s.

Sous les oripeaux, les dangers

Mais c'est le passé, dira-t-on. Et maintenant... Le programme du candidat Hamon peut-il encore faire un peu tourner la roue ? Ou nous faut-il à toute force la briser ?

Benoît Hamon a fondé l'essentiel de son programme sur la base du « revenu universel ». Il existe depuis quelques années des rayonnages entiers de bibliothèques sur le sujet. D'abord il faut rappeler que cette mesure qualifiée de « gauchiste » ou d'« utopique » par ses adversaires singulièrement hypocrites – c'est dire comme ces gens-là sont tombés bien bas – n'est rien d'autre que... le seuil de pauvreté : 750 euros, finalement peu à peu abaissés à 600 : comme aux enchères, le montant durant la campagne n'a cessé de fluctuer. Cette somme-là n'est pas très éloignée du RSA socle, fixé actuellement à 524

euros. Une telle somme ne permet pas de se passer d'emploi : c'est une incitation pour les employeurs à baisser les salaires, au nom du fait que l'État paierait charitablement un petit complément. Pour une personne qui touche le SMIC par exemple, le « revenu universel » reviendrait à lui accorder 200 euros, en lieu et place des 150 euros par la prime d'activité... Ce « gain » de 50 euros, dérisoire et même honteux, permettrait par-dessus le marché – l'expression vaut bien ici – d'épargner au patronat l'augmentation du SMIC, puisque les budgets publics le financeraient. Peu à peu, ce « revenu universel » agité à la manière d'une mesure quasi révolutionnaire apparaît bel et bien comme un danger. Parmi les scénarios envisagés par la Fondation Jean-Jaurès dans un document intitulé « [Le revenu de base, de l'utopie à la réalité ?](#) » (mai 2016), est avancée l'hypothèse d'un remplacement de l'assurance-maladie et de l'assurance-chômage par le dispositif unique du revenu universel ; ou bien encore la substitution du revenu universel à différentes prestations sociales (allocations familiales, bourses dans l'enseignement supérieur, allocations logement, etc.) et aux minima sociaux. Certains courants néolibéraux l'ont imaginé sérieusement comme, parmi d'autres, Marc de Basquiat et Gaspard Koenig et leur projet « Liber » avec, sur le long terme, le possible démantèlement de la protection sociale.

De surcroît, on a vu assez vite qu'Hamon lui-même n'y croyait pas puisqu'au fil des semaines et des mois, le « revenu universel » s'est rabougri au point de ne plus être « universel » du tout. Le candidat a fini par déclarer que ce revenu serait destiné aux jeunes, et notamment aux étudiants, que les jeunes exerçant un petit boulot toucheraient moins et celles-ceux qui travaillent, rien du tout. Benoît Hamon a plusieurs fois changé de braquet, au point que l'on n'y voie plus toujours très clair. C'est mauvais signe ou plutôt c'est le signe évident d'un créneau politique, d'un hochet sans avenir.

Le cynisme a en fait prévalu d'emblée, au soir de la victoire d'Hamon à la primaire le 29 janvier : lors d'un débat télévisé, pressé par les « vallsistes » exigeant de lui qu'il taillade son programme, l'un de ses proches partisans a affirmé que c'était là un programme de primaire, évidemment : pas un programme de présidentielle. Triste spectacle que cette préparation aux reniements. N'entrons pas même ici dans ces dispositifs trop évidents que représentent les investitures du PS pour les législatives. Avec de tel.le.s député.e.s, fervents soutiens à la politique de Valls-El Khomri qui ont d'ailleurs été investi.e.s, toute politique qui entendrait mettre en cause des mesures prises par les gouvernements précédents apparaît immédiatement pour ce qu'elle est : une chimère.

Au nom de la compétition et des interventions militaires

Mais la question est bien de fond : que représente, politiquement, Benoît Hamon ? Lorsqu'on lit ses propositions, on reconnaît parfaitement la grande conversion opérée voilà quelque trente-cinq ans par le Parti « socialiste » – quel sens peut bien d'ailleurs avoir encore ce nom ici ? Quel rapport entre le PS et la socialisation des moyens de production ? Ou même avec, plus humblement et simplement, une politique *sociale* ? Manuel Valls n'a eu raison que sur un point : le PS ferait bien de changer de nom. Sa culture politique est empreinte d'un culte voué à l'entreprise et au marché. Lors du débat télévisé du 4 avril dernier, Benoît Hamon y a insisté en martelant des mots comme « productif » et « compétitif ». Il a résumé son programme économique dans les aides aux entreprises pour investir. Puis il l'a reformulé, en évoquant les baisses d'impôts pour les entreprises « qui innovent et investissent ». Afin d'enfoncer le clou, comme si l'on n'avait pas compris, il a

terminé sur ce point en rappelant son objectif : que « les entreprises investissent davantage ».

C'est aussi le sens de l'Union européenne telle qu'elle s'est construite et avant même qu'elle porte son nom, quand elle était d'abord et significativement une Communauté *économique* : une Europe des marchés. Ce n'est pas sans raison que François Mitterrand avait pu déclarer, en 1983 : « je suis partagé entre deux ambitions, celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale ». On sait ce qu'il en a été. L'essayiste Jean Lacouture a à son tour pu affirmer que le choix signait « la victoire sans réserve de l'Europe sur le socialisme ». Or, lorsque Benoît Hamon mentionne Jean-Luc Mélenchon, c'est pour le fustiger sur la question de « l'Europe ». Mais quand cessera-t-on de prendre un dispositif politique de carcans économiques, sociaux et monétaires pour un continent ? Commençons par les mots qui disent bien les choses, au lieu de les corrompre et de les miner. Lorsque Benoît Hamon parle de « l'Europe », il ne parle en fait que de l'UE : cela n'a rien à voir. Au nom de nos idéaux de paix, de rejet des frontières et même d'internationalisme, on nous a longtemps bercé.e.s d'une Union fort éloignée de ces espoirs. Car cette « Union »-là est impitoyable, cruelle aux peuples comme on ne l'a que trop vu dans la Grèce écrasée sous les diktats de la troïka. Elle hérissé ses frontières pour refouler les réfugiés et pactise avec l'autocrate Erdogan pour les empêcher d'entrer. Quelle « Europe », vraiment, que celle-là... Et quels beaux spécimens de solidarité européenne que ces idolâtres des traités vouant aux gémonies tantôt les Grecs tantôt les Britanniques, en leur promettant la flamme des enfers parce qu'ils les ont rejetés... Benoît Hamon a beau brandir l'« Europe » comme un mot magique, un sésame ou un mantra, il y a bien longtemps que les peuples ne sont plus dupes. Les dirigeants de ces instances et les membres des gouvernements ne savent d'ailleurs plus quoi trouver, non pour les faire encore aimer, mais pour ne pas les faire absolument détester. Il est trop tard. Notre responsabilité devrait être de mener une campagne inlassable et internationaliste dans tous les pays européens pour un *Lexit*, une sortie de l'UE par la gauche et l'anticapitalisme, en combattant ainsi tous les replis identitaires, racistes et nationalistes.

Notre internationalisme devrait aussi mobiliser toute notre vigilance et notre détermination dans la lutte contre un état de guerre qui justifie les interventions militaires. « Je fais la guerre » avait déclaré Valls d'un ton martial, en prétendant s'inspirer de Clemenceau. Bien loin de l'en dissuader, les « frondeurs » ont contribué à la construction d'un unanimisme guerrier et cocardier. En janvier 2015, Benoît Hamon a voté pour la prolongation de l'intervention des forces [armées](#) en [Irak](#) ; en novembre de la même année, il a voté pour la prolongation de l'engagement des forces aériennes sur le territoire syrien et la poursuite des bombardements. Ces interventions militaires de la France font l'objet tout à la fois d'un silence, d'un tabou et d'une unanimité supposée. De l'Irak à la Syrie, de la Libye au Mali, elles sont très largement invisibilisées par les médias, comme si ce n'était pas là un sujet. Qui entend et lit les ravages que font à Mossoul et Raqqa les bombardements occidentaux, en symétrie des désastres humains causés par les interventions russes à Alep ? Benoît Hamon non seulement les valide mais encore demande une augmentation des budgets militaires : il affirme vouloir « renforcer les moyens de la Défense nationale », à hauteur de 2 % du budget de l'État. Ainsi donc, les inégalités s'accroissent de manière vertigineuse, ainsi sévissent la pauvreté, la précarité, le mal-logement, ainsi des millions de personnes n'arrivent tout simplement pas à joindre les deux bouts, à s'en sortir, à nourrir convenablement leurs enfants, renoncent parfois à aller chez le médecin et de manière plus générale à se soigner ; et le candidat du PS veut mettre l'accent sur... le budget de l'armée ? Et pour quoi faire ? À qui servent leurs guerres ? Toutes ces interventions, ces ingérences, où les intérêts économiques des grands groupes français ne sont évidemment

pas pour rien, et au-delà le prestige national, apparaissent comme une spirale infernale. Avec le Collectif Ni guerres ni état de guerre, nous nous efforçons de la décrire et de nous y opposer, avec de faibles forces tant le combat est inégal : ces bombardements sont des bombes à retardement.

Où placer nos espoirs et notre détermination ?

Dans le contexte électoral qui nous est infligé, il n'y a pas de place, pas de temps, pas de force à gâcher dans l'entretien d'illusions sur le Parti socialiste. Et peu importent les diagnostics à son sujet, par lesquels commence le texte de Philippe Marlière : peu importe que ce PS soit au bord de la disparition ou non. Il ne nous concerne pas ; il ne devrait pas nous concerner. Toutes celles et ceux qui ont été directement touchés par ses politiques de régression sociale l'ont abandonné corps et bien. C'est tant mieux et nous devons nous réjouir de voir s'éliminer presque de lui-même, par une sorte d'hara-kiri sans honneur ni gloire, celui-là, un appareil qui a fait tant de mal et depuis tant d'années ; qui a fait croire encore qu'il était « de gauche » quand il menait des politiques systématiques d'attaques et de régression sociale ; quand il a distillé peu à peu des thèmes empruntés jusque dans les rangs du Front national, comme la sécurité, le prétendu « problème » des immigrés et des réfugiés, et la déchéance de nationalité. Ne perdons plus de temps et d'énergie avec ce débris, qui a non seulement trahi celles et ceux qui l'avaient fondé mais ose encore, toute honte bue, s'en réclamer. Et construisons, avançons de vrais projets, élaborons des manifestes mais aussi une pensée stratégique, de celles qui nous manquent.

Si l'on se place dans la situation électorale présente, on sent bien que les aspirations à un changement radical de société pour une politique d'émancipation et d'égalité suscitent des tâtonnements et des hésitations. Certaines et certains voient une solution dans la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon : pour être rapide, une politique économique de relance néokeynésienne, privilégiant la demande plutôt que l'offre, assortie d'institutions qui rendraient le système moins présidentiel. Les fondements socioéconomiques n'en seraient pas modifiés, mais au moins écornés. On peut comprendre que ce vote apparaisse le plus « utile » dans les circonstances, étant donnés les scores relatifs de Jean-Luc Mélenchon dans les sondages. On peut comprendre aussi que, dans la débâcle où nous sommes plongé.e.s, beaucoup jugent qu'il serait déjà salutaire de limiter un peu le champ d'action du capital : de ne pas le voir investir les domaines de la culture, de l'éducation et de la santé. Sans entrer ici dans le détail de son programme, d'ailleurs moins avancé que celui de François Mitterrand en 1981, cette perspective réformiste et assumée comme telle n'a pourtant aucune chance de marcher. Les quelques tentatives de relance de ce type, en France celles notamment de 1936 et de 1981, n'ont tenu que quelques mois. L'explication en est assez simple, même si elle mériterait d'être longuement développée : une telle politique ne résiste pas à la pression d'un capitalisme qui entend tout dévorer, faire feu et profit de tout bois, étendre sans cesse ses marchés et pour cela s'attaquer à sa marge privilégiée : le travail – ce que le PS appelle, comme toutes les autres forces au service du capital, son « coût ».

Un choix vraiment anticapitaliste est de se porter vers les candidatures de Nathalie Arthaud ou de Philippe Poutou. D'aucunes et d'aucuns estimeront que c'est un coup d'épée dans l'eau et qu'il vaut mieux voter « utile ». Cette injonction à l'« utile » est en réalité un insupportable déni de démocratie qui nous oblige sans cesse à nous exprimer par calcul et non au plus près de nos convictions. Il faut pouvoir dire que ça suffit. Évidemment, comme

les nomment les médias, les « petits candidats » sont de « petits candidats » : les appeler ainsi, c'est déjà les y assigner et les y reléguer – on connaît bien le fonctionnement de ces prophéties auto-réalisatrices. Comment, là encore, pourrait-il en être autrement ? Les deux candidat.e.s anticapitalistes et internationalistes ne passent à la télévision et l'on n'en parle dans les médias que le temps d'un débat et, plus généralement, dans l'éphémère d'une campagne électorale aux places imposées comme autant de cases et de carcans. Mais si l'on veut vraiment d'une démocratie directe, où le pouvoir n'existe plus que comme mise en commun, où la politique n'est plus faite par des professionnels coupés des réalités sociales mais par toutes et tous, réunis en assemblées de quartier ou de lieux de travail, d'une société du commun où l'on mettrait fin à l'exploitation par l'abolition de la propriété privée des moyens de production, et si l'on veut voter, alors c'est pour Arthaud ou Poutou, cette fois-ci.

Reste le rejet de ce système électoral qui masque trop mal notre impossibilité, en son sein, d'être maîtresses et maîtres de nos destins. Combien sont celles et ceux qui n'iront pas voter et qui pourtant sont engagé.e.s pour une vie collective meilleure, plus juste et plus humaine, dans des syndicats, des associations, dans les grèves et les luttes, dans le quotidien d'actions dont on n'entend jamais parler à la télévision ? L'abstention est aussi un choix politique actif et l'on pourrait imaginer à l'avenir une grande campagne de boycott des élections, qui rassemblerait différentes organisations, groupes, associations et montrerait que nos intelligences collectives sont bel et bien là, loin de ce qui nous est proposé et imposé. Si notre énergie était tout entière engagée dans un combat pied à pied pour faire entendre que le politique est ailleurs, si nous utilisions toutes les tribunes, les brèches, les places pour décrire une société de l'émancipation, notre projet serait non seulement crédible mais désirable : des millions pourraient s'y rallier et, ensemble, y travailler.